



Pratiquer la démocratie au jour le jour

TENIR COMPTE D'UNE OPINION CONTRAIRE À LA SIENNE, COHABITER SANS TROP DE HEURTS AVEC DES PERSONNES AUX VALEURS DIFFÉRENTES, NE PAS CRAINDRE DE S'EXPRIMER S'APPRENNENT. IL SUFFIT D'AVOIR LES CONDITIONS POUR LE FAIRE.

Nancy Guberman,
professeure, École de travail social,
Université du Québec à Montréal

Je remercie Michelle Duval et Lise Gervais, qui ont accepté de partager avec moi plusieurs idées pour cet article, et Joseph Caron, pour la révision.

Dans un article précédent, paru dans *Le Monde alphabétique*¹, nous avons soulevé des questions concernant les pratiques démocratiques des groupes d'alphabétisation populaire et, plus généralement, des organismes communautaires, de même que nous avons examiné de près la place occupée par les participants et les participantes dans les groupes. Quatre pistes ont alors été suggérées pour élargir les espaces démocratiques et les rendre plus inclusifs. Le présent article s'attarde sur les solutions avancées et propose quelques actions facilitant leur mise en pratique.

Ce qui nous empêche de pratiquer la démocratie

Pourquoi, dans les organismes communautaires, existe-t-il un écart entre le désir de pratiquer une démocratie inclusive et le peu d'intégration des participants et des participantes? Une première explication se trouve peut-être dans la façon justement dont ces derniers sont perçus par l'équipe de travail et les membres du conseil d'administration. Le fait que l'on considère les participants et les participantes comme des clients, des personnes à problèmes ou des personnes exclues, par exemple, détermine nos attitudes et nos pratiques à leur égard².

1 Nancy GUBERMAN. « Vers une culture de démocratie », *Le Monde alphabétique*, n° 16, printemps 2004, p. 9.

2 Nancy GUBERMAN et autres. *Le défi de la démocratie dans les groupes de femmes*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 2004, p. 62-63.

• **Clientélisme et rapports inégaux**

Les organismes qui aident essentiellement les participants et les participantes à se prendre en charge, qui sont principalement axés sur les services offerts et se concentrent d'abord et avant tout sur l'appropriation individuelle du pouvoir ont tendance à percevoir les adultes qui les fréquentent comme des clients. Ainsi, jugés trop accaparés par les exigences d'une survie de base pour s'intéresser au groupe, les participants et les participantes sont implicitement exclus dans leur propre intérêt. Il devient alors difficile de les percevoir comme d'éventuels collègues dans les prises de décision et de travailler avec eux pour atteindre ce but.

Jugés trop accaparés par les exigences d'une survie de base pour s'intéresser au groupe, les participants et les participantes sont implicitement exclus dans leur propre intérêt.

Cette mentalité *clientéliste* désassocie les pratiques de la véritable raison d'être des organismes communautaires créés par des citoyens et des citoyennes pour répondre activement à leurs besoins et participer à des luttes sociales et politiques visant une transformation sociale³. Il faut donc s'interroger sur notre façon de

considérer les participants et les participantes. Est-ce qu'on les voit d'abord comme des personnes diminuées, dans le besoin, incapables de jouer pleinement leur rôle de membres actifs? Une culture communautaire axée sur des pratiques démocratiques les situerait surtout comme des êtres socialement exclus, devenus invisibles et inaudibles en raison de leur trajectoire de vie et ayant des barrières, non pas des limitations intrinsèques. Le rôle des organismes en serait alors un d'accompagnateur dans une démarche d'émancipation et de développement des capacités essentielles à la participation citoyenne. L'apprentissage de la lecture et de l'écriture, ou de l'autonomie financière, par exemple, constituerait un moyen pour y arriver.

On peut aussi considérer les participants et les participantes comme des apprentis. En alphabétisation populaire, l'intervention se prête particulièrement bien au développement de rapports maître-élève: le maître possède des connaissances et des habiletés qu'il transmet à l'élève. Cela est d'autant plus facile que les participants et les participantes se jugent inarticulés, sont craintifs ou peu affirmatifs et reflètent ce que la société voit en eux. Le défi est grand de plutôt se situer dans un rapport d'échange de connaissances et de croire qu'on peut aussi apprendre d'eux. Il ne va pas de soi de mettre la question de nos différences sur la table, de s'interroger sur les rapports de pouvoir inégaux entre participants, participantes et intervenants, intervenantes, et de chercher une manière de modifier ces rapports.

Le rôle des organismes en serait alors un d'accompagnateur dans une démarche d'émancipation et de développement des capacités essentielles à la participation citoyenne.

Enfin, il faut éviter les pratiques teintées de paternalisme, par exemple quand on accepte des interventions impertinentes de la part des participants et des participantes sous prétexte de les encourager à prendre la parole. Qui n'a pas été témoin de chauds applaudissements à la suite des commentaires d'un participant à une assemblée générale, même si l'intervention était tout à fait hors sujet et n'apportait rien à la discussion? Et n'est-ce pas aussi du paternalisme que de ne pas argumenter contre le point de vue d'une participante pour ne pas la décourager d'intervenir? Établissons une distinction entre applaudir le courage de ceux et celles qui prennent la parole et leur apprendre comment se déroulent de véritables délibérations. Montrons qu'on peut être en désaccord sans que cela ne modifie nos relations et qu'il est même sain pour un organisme d'entendre des points de vue divergents. Il faut aider les participants et les participantes à articuler leur pensée selon une certaine logique argumentative, sans pour autant

³ Lorraine GUAY. *Pour un mouvement communautaire citoyen*, Regroupement des organismes communautaires des Laurentides, 1999, p. 76.

accepter n'importe quelle position de leur part. En les protégeant ainsi, on ne leur donne pas accès aux vrais débats et on les exclut des pratiques démocratiques.

- **L'éthique du productivisme**⁴

L'un des attributs du mouvement communautaire est d'avoir une culture propre⁵ qui se définit, entre autres, par l'importance accordée au processus d'apprentissage, à la souplesse du fonctionnement, à une organisation qui va à l'encontre du productivisme, de la bureaucratie. Les groupes sont-ils encore axés sur le processus ou ont-ils bien intégré les principes du productivisme, comme cela se généralise dans notre société? Devant les exigences toujours grandissantes des bailleurs de fonds, la complexification des problèmes sociaux et de la situation des participants et des participantes, on peut en arriver à un certain activisme où importent avant tout le nombre de personnes dans les ateliers, leurs résultats aux tests de classement (en alphabétisation populaire), l'efficacité des moyens pédagogiques utilisés, et ainsi de suite. Non pas que cela soit sans importance, mais insister sur ces aspects nous ramène à la vision d'organismes dispensateurs de services, de machines efficaces plutôt que de milieux de vie où l'on développe des capacités citoyennes. Ce glissement paraît d'autant plus aisé que ce sont les services et non les pratiques démocratiques qui sont valorisés.

L'éthique du productivisme traverse même les pratiques démocratiques. Regardons les attentes irréalistes

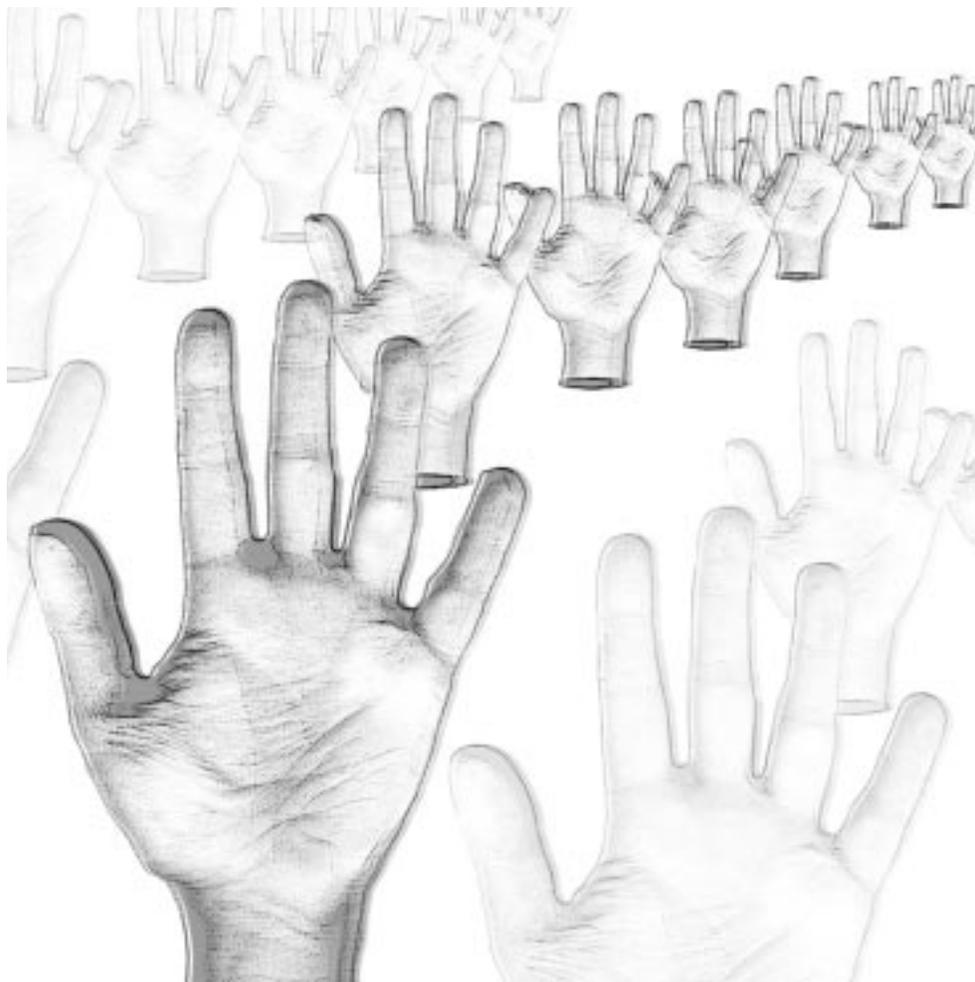
vis-à-vis des participants et des participantes: ils doivent être parfaits et articulés. De plus, ils doivent arriver au C.A. déjà formés et totalement fonctionnels, comme si on apprenait d'un seul coup et une fois pour toutes à délibérer et à prendre des décisions, de préférence avant de siéger à un C.A. ou à un comité. Productivisme et efficacité ne se marient pas bien avec démocratie. Il faut le dire, la démocratie n'est pas toujours efficace, si l'on entend par *efficacité* un processus rapide qui va droit au but. Au contraire, elle exige du temps et est rarement linéaire.

Il est extrêmement important d'explicitier ces visions, car elles sont l'un des fondements de nos pratiques.

Des pistes pour devenir plus inclusifs dans les pratiques démocratiques

- **La démocratie comme culture**

Dans notre dernier article, nous avançons l'idée que la démocratie «ne s'ajoute pas au travail d'intervention, ne constitue pas une addition, une surcharge. Cela doit plutôt faire partie intégrante de la culture du groupe [...] et infiltrer toutes les activités pour que celles-ci donnent lieu à l'apprentissage et à l'exercice de la démocratie»⁶.



4 Merci à Michelle Duval qui m'a mise sur la piste de l'impact du productivisme sur les pratiques démocratiques. Pour plus d'information à ce sujet, voir Michelle DUVAL et autres. *Les organismes communautaires au Québec*, Montréal, Gaëtan Morin éditeur, 2004.

5 Lorraine GUAY. *Op. cit.*, p. 77-88.

6 Nancy GUBERMAN. *Op. cit.*, p. 9.

Effectivement, quand la démocratie est vue comme l'une des raisons d'être du groupe, tout est prétexte à son apprentissage. Il ne faut pas voir la démocratie comme quelque chose qui se pratique dans des lieux particuliers (les instances formelles) ou à des moments précis (les réunions décisionnelles), mais bien comme la trame de fond de toutes les pratiques, telles la façon dont on aide les participants et les participantes à choisir les thèmes de discussion dans les ateliers ou la forme que l'on donne à une activité sociale. Ainsi, lors des discussions en atelier, ou ailleurs, on montre comment formuler clairement une idée ou une opinion confuse, comment délibérer collectivement ou défendre un point de vue tout en restant à l'écoute des autres. Surmonter des années d'invisibilité et de silence requiert un long apprentissage.

« Les femmes qui fréquentent notre groupe ne sont pas habituées à avoir le droit de dire. Elles sont habituées à avoir le droit de gueuler [...], de chialer. Là où elles ne sont pas habituées, c'est de penser avant d'émettre une opinion. Pas parce qu'elles ne pensent pas, elles pensent constamment. Le problème, c'est qu'on ne va pas écouter ce qu'elles disent. Donc, elles peuvent te dire n'importe quoi en se disant que de toute façon, ça va changer quoi ? Ça fait que quand elles arrivent ici, on leur dit : "Penses-y, parce que là, ton opinion va compter et c'est toi qui vas décider"⁷. »

Par ailleurs, la force des groupes d'alphabétisation populaire réside dans l'importance accordée à la pédagogie et à la créativité. Les formateurs et les formatrices ont une expertise souvent inégalée dans ce domaine, qu'ils

Surmonter des années d'invisibilité et de silence requiert un long apprentissage.

peuvent et doivent étendre à l'apprentissage de la démocratie, d'autant plus que les relations entretenues avec les participants et les participantes, empreintes de respect et de chaleur, amènent ces derniers à se sentir à l'aise et en sécurité, et ainsi plus en mesure de surmonter des obstacles. Les pratiques pédagogiques et relationnelles ont aussi leur place en dehors de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Elles doivent avoir cours dans les instances formelles, les comités de travail, afin qu'une ambiance accueillante, respectueuse et détendue traverse ces lieux. La créativité des méthodes pédagogiques, le souci d'appliquer les principes d'éducation populaire pourraient rendre certaines instances plus acceptables culturellement aux yeux des participants et des participantes qui, souvent, se représentent le C.A. comme « des hommes en cravate autour d'une table, qui utilisent un code pour communiquer entre eux ».

Finalement, il faut multiplier les lieux où il est possible d'expérimenter la délibération et la prise de décision. Le C.A. et l'A.G. sont-ils véritablement des lieux d'initiation aux pratiques démocratiques ? Est-ce suffisant d'avoir un comité des participants et des partici-

pantes ou faut-il des participants et des participantes à tous les comités pour que leur voix soit entendue sur chaque question ? Ne faut-il pas prendre au sérieux l'handicap d'être minoritaire au sein d'un groupe ?

« En parlant des usagères au C.A., moi, je suis la seule qui utilise les services (parmi les administratrices) [...] et c'est là que je me rends compte que j'ai de la difficulté à faire passer mon message [...]. Je me sens isolée, puis j'ai l'impression que je suis le martien... Je trouve ça dur d'être la seule usagère⁸. »

• **Baisser nos exigences de rendement**

Devant la mission fondamentale du communautaire, il faut questionner nos exigences de rendement, tant envers nous-mêmes et le groupe qu'envers les participants et les participantes.

En ce qui concerne nos attentes à l'égard de ces derniers, rappelons-nous notre propre cheminement et comment nous avons nous-mêmes développé les connaissances et les habiletés nécessaires au fonctionnement en démocratie. De plus, considérons nos pratiques citoyennes : faisons-nous partie des comités de parents, des C.A. des écoles ou des garderies de nos enfants ? Participons-nous aux consultations municipales ? aux activités de solidarité internationale ? Le fait que les participants et les participantes ne s'engagent pas dans toutes les activités ou réunions peut signifier simplement, comme pour nous, qu'ils ne sont pas toujours disponibles malgré leurs convictions profondes.

⁷ Propos tenus par une coordonnatrice d'un groupe de femmes situé dans un quartier défavorisé.

⁸ Seule participante au C.A. d'un organisme communautaire.

- **Modifier nos rapports avec les participants et les participantes**

Pour un participant ou une participante, se mesurer aux intervenants et aux intervenantes, critiquer leur point de vue exigent tout un cheminement et surtout la mise en place consciente de conditions favorables. Dans plusieurs groupes, les gens arrivent très démunis, fragiles et vulnérables. Pour la première fois de leur vie, souvent, ils sont écoutés avec respect, avec empathie et sans jugement. Ceux et celles qui les accompagnent dans leur démarche de *réappropriation* de la parole et de prise en charge de leur vie peuvent alors prendre une importance démesurée.

C'est pourquoi il faut être conscients et conscientes du pouvoir que cela représente, et travailler à aider les participants et les participantes à prendre leur place. Ils ont besoin de beaucoup de soutien pour arriver à défendre des positions minoritaires ou qui vont carrément à l'encontre de celles des intervenants et des intervenantes. Bien sûr, il n'est pas aisé de se faire contester par eux, mais plutôt que d'être ébranlés par leurs commentaires pas toujours exprimés avec diplomatie ou de manière réfléchie, il faut se réjouir du fait qu'ils prennent de l'autonomie, s'affirment et mettent en pratique ce qu'on a partagé avec eux.

Tout compte fait

Ne croyons-nous pas qu'une personne vivant une situation horrible, à la trajectoire parsemée d'échecs, en manque de liens sociaux, se sentant exclue et vivant une grande pauvreté peut s'engager politiquement dans des luttes et jouer un rôle essentiel dans la détermination d'orientations et le fonctionnement des groupes mis en place pour lui venir en aide? Installer de véritables pratiques de démocratie n'est pas seulement une question de volonté. La conviction profonde que la démocratie doit être le fil conducteur de toute intervention demeure essentielle. Au-delà des contraintes de temps, des difficultés et limites réelles des participants et des participantes, des exigences des bailleurs de fonds, c'est cette conviction qui permet aux groupes communautaires de rester fidèles à leur mission fondamentale.

